

La pression reste forte sur le low cost aérien

Flybe envisage de se vendre à des concurrents, après des résultats semestriels peu rassurants.

Par Antoine Landrot 

Le yo-yo de l'action Flybe hier est la conséquence de l'état du secteur aérien. Les investisseurs sont tiraillés entre les difficultés des compagnies confrontées à la hausse des coûts et les perspectives de concentration que la situation provoque. La britannique Flybe vient de relancer l'intérêt spéculatif sur son action en annonçant hier qu'elle discutait avec des homologues pour l'acquérir, mais elle a en même temps publié des résultats inquiétants pour son premier semestre fiscal (clos le 30 septembre). Son titre a bondi de 41% peu après l'ouverture avant de dégringoler à -5,1%, pour terminer en

baisse de 3,42%.

Flybe, qui a mandaté la banque Evercore pour l'assister, envisage également d'accentuer son programme de réduction des coûts et de capacités, alors qu'elle a déjà prévu une baisse de 3% de ses capacités pour le deuxième semestre. Elle pourrait également prendre des «initiatives» (non précisées) pour renforcer son bilan et sa trésorerie, alors que sa dette nette a bondi de 40% au premier semestre. «Des rumeurs circulent sur le fait que deux opérateurs de cartes de crédit pourraient accroître leur collatéral en numéraire, ce qui ferait pression sur la compagnie», ajoute CMC Markets.

Les compagnies aériennes subissent une inflation des coûts, en particulier sur le carburant, dont le prix a suivi la forte remontée des cours du pétrole - après leur chute à seulement 26,21 dollars le baril début 2016. Les compagnies britanniques sont en outre pénalisées par la baisse de la livre sterling consécutive au vote favorable au Brexit. Le 17 octobre, Flybe avait lancé un avertisse-

ment sur son bénéfice 2018, provoquant l'effondrement de l'action de 41% le jour même.

Le contexte a déjà fait des victimes: la belge VLM et la suisse Skywork Airlines ont annoncé leur liquidation en août, comme la filiale allemande de Small Planet Group en septembre et la compagnie danoise Primera Air le mois dernier.

Pour s'en protéger, les transporteurs se sont lancés dans une course à la taille: Lufthansa et easyJet se sont partagé les actifs d'Air Berlin en 2017 et Icelandair est en passe d'acquérir WOW, tandis qu'IAG (propriétaire notamment de British Airways) courtise Norwegian Air Shuttle - une low cost qui a fortement progressé ces dernières années, mais qui veut désormais privilégier sa rentabilité au détriment de sa croissance en raison des pressions sur le secteur. Flybe elle-même avait fait l'objet d'une approche de l'opérateur d'infrastructures et de services de soutien Stobart Group, qui a jeté l'éponge en mars dernier face au refus de la compagnie aérienne. ●

Les trésoriers européens ont une approche pragmatique de l'innovation

Les contraintes de confidentialité et de sécurité influencent le rythme de transformation des systèmes de gestion financière des entreprises.

Par Yves-Marc Le Réour

Les trésoriers européens sont confrontés à des innovations technologiques qui jouent un rôle d'aiguillon dans l'évolution de leur fonction. Les participants d'une table ronde, organisée hier lors des Journées 2018 de l'AFTE (Association française des trésoriers d'entreprise), ont néanmoins souligné la nécessité d'intégrer ces innovations, comme le paiement instantané, en fonction des besoins réels exprimés par les sociétés.

«Le rythme d'adoption des innovations

dépend principalement des contraintes internes à l'entreprise», relève Joanna Bonnett, responsable de la trésorerie de PageGroup. Au cours des 18 derniers mois, le cabinet britannique de recrutement s'est réorganisé en créant une plateforme centrale de gestion de trésorerie. Il a par ailleurs décidé de diminuer le nombre de ses partenaires bancaires. Les risques de fraude et de contrepartie doivent aussi être pris en compte en matière de transformation digitale.

La dématérialisation et l'automatisation des processus visent à faciliter les prises de décision en temps réel en vue de mieux protéger l'intérêt des entreprises. Si certains outils proposés par les fintech permettent de simplifier la gestion de leur situation journalière de trésorerie, «le partage de fichiers via la technologie 'peer-to-peer' n'a jusqu'à présent pas été utilisé par Akzo Nobel», indique Benoît Cuignet, directeur des marchés financiers du groupe chimique néerlandais.

Ce groupe a choisi de mettre en place

une centrale de paiement («payment factory») gérée par une équipe interne car cette solution facilite les procédures de contrôle et amoindrit les risques par rapport à un système externalisé. Le besoin de confidentialité et de sécurité implique en outre l'utilisation de logiciels qui doivent être parfaitement fiables.

Benoît Cuignet n'a pas constaté de différences significatives dans les missions d'un trésorier en France ou aux Pays-Bas, hormis une plus grande proximité d'Amsterdam avec des partenaires bancaires basés à Londres. José Carlos Cuevas de Miguel, directeur financier du groupe espagnol d'ingénierie Duro Felguera, estime de son côté que le trésorier a jusqu'à présent «un rôle plus restreint dans les pays d'Europe du Sud comme l'Espagne, le Portugal ou l'Italie». Akzo Nobel, qui a bouclé début octobre la vente de sa chimie de spécialités à Carlyle et au fonds souverain singapourien GIC, précise avoir couvert sa dette libellée en dollars durant une période de 18 mois. ●